

Prise de position sur le message sur la culture pour les années 2012 à 2015.

Mesdames, Messieurs,

Nous vous remercions de nous donner la possibilité de prendre position sur le «message sur la culture» et faisons volontiers usage de cette possibilité.

Suisseculture est l'association faitière des associations spécialisées et professionnelles des actrices et acteurs culturels de Suisse. Toutes les organisations nationales d'importance oeuvrant pour les domaines culturels et pour leurs membres professionnels, de même que les sociétés de droits d'auteur, sont membres de Suisseculture.

Evaluation globale du projet

Le message sur la culture repose essentiellement sur la Loi fédérale sur l'encouragement de la culture (LEC), adoptée il y a près d'une année. La LEC permet aux autorités fédérales d'agir dans le domaine de la politique culturelle en encourageant la culture de façon subsidiaire. Lors du débat parlementaire, les deux Chambres ont apporté d'importantes modifications au projet du Conseil fédéral. Il s'agit aujourd'hui de mettre en œuvre une solution optimale pour une politique de la culture et pour une politique d'encouragement de la culture qui serve les intérêts de la population.

L'importance sociale, politique et économique des arts et les objectifs d'une promotion de la culture menée par l'Etat sont très bien, très clairement et très distinctement décrits aux points 1.1.1.2 et 1.1.1.3 du message. Il est dès lors d'autant plus décevant que le Conseil fédéral ne soit pas disposé à tirer les conséquences de ces prémisses pourtant correctement posées, ni des décisions des Chambres fédérales. En adoptant la LEC, les Chambres ont créé les bases légales pour la promotion culturelle et pour des activités de politique culturelle, tout en confiant de nouvelles missions culturelles à la Confédération. Mais malgré cela, le Conseil fédéral n'est manifestement pas prêt à les mettre en œuvre de façon adéquate, ni à demander les moyens financiers nécessaires aux Chambres fédérales.

Dans le même ordre d'idée, l'importance des cantons et des villes, de même que celle des organismes privés, est soulignée à plusieurs reprises dans le message et la collaboration avec toutes ces instances fait l'objet de louanges. Mais on cherche en vain une description de collaboration concrète ou de mise en œuvre de ces partenariats.

Suisseculture et les associations qui lui sont affiliées sont prêtes à offrir leur collaboration pour mettre la LEC en œuvre et elles offrent leur soutien aux autorités compétentes. Le message ne dit malheureusement pas si – et si oui, sous quelle forme, la société civile et les organisations ou associations culturelles représentant les arts spécifiques seront intégrées à l'élaboration des ordonnances et des concepts de promotion de l'Office fédéral de la culture et de Pro Helvetia. Une telle intégration serait pourtant une importante occasion pour tous les partenaires de façonner des projets ensemble et un excellent test pour la future collaboration avec les organes de promotion de la Confédération, comme cela est aussi prévu, depuis peu, dans la Convention de l'Unesco de 2005.

Dans un domaine précis, tous les acteurs culturels – toutes spécialités confondues – sont concernés: c'est celui de la **sécurité sociale pour les acteurs culturels**. Central, cet aspect portant sur la garantie de conditions-cadres adéquates n'est que superficiellement abordé dans le message. Pour le reste, les besoins de promotion des différents secteurs artistiques sont très différents d'un domaine à l'autre. Les mesures d'encouragement doivent donc être élaborées en conséquence:

En **théâtre et en danse**, les cantons et les villes subventionnent presque intégralement les grandes maisons et les ensembles (théâtres municipaux, opéras, ballets) et ils financent aussi une grande partie des lieux de production et de représentation pour les groupes et projets de la scène libre. A certains endroits, les budgets ont été relevés pour les productions propres, mais ils ont été réduits ailleurs. De plus en plus souvent, les grandes productions de théâtre ou de danse doivent, pour boucler leur budget et pour pouvoir tourner en Suisse et à l'étranger, rechercher des financements auprès de plusieurs cantons et de plusieurs villes en même temps, voire, de cas en cas, des sponsors privés. Les critères de choix des villes et des cantons ne sont cependant pas toujours compatibles, ce qui représente un problème croissant. Pro Helvetia est appelée à jouer un rôle dans ce domaine, pour que des modèles de coordination soient mis en place, à l'instar de la promotion en coopération qui est testée en danse. Il faudrait se doter d'une base de réflexion en analysant toute la scène théâtrale, institutionnelle et libre, en faisant participer toutes les actrices et les acteurs du domaine. En danse, un rapport de ce type a été réalisé en 2006. L'analyse a permis de définir le besoin d'intervention et de définir des mesures adéquates. Une telle démarche nous paraît très importante dans un domaine artistique qui, certes, coûte cher, mais qui attire aussi un grand public. Or la Confédération joue, ici, un rôle plutôt marginal. Mais elle peut intervenir pour la saisie des données, pour l'état des lieux et son analyse et pour la recherche d'un modèle qui permette de coordonner l'activité des acteurs les plus importants de la branche.

Le modèle mis en place dans le domaine de la danse il y a quelques années par l'OFC, Pro Helvetia, les cantons et les villes a été nommé «Reso – Réseau de danse suisse». Il est expressément mis en valeur dans le «message culture». Mais aucun moyen n'est prévu pour poursuivre ce modèle. De plus, il manque une base légale pour promouvoir ce modèle dans le cadre du crédit «KUOR».

Dans le domaine de la **promotion de la lecture** (2.1.3.3), le rapport note un grand besoin de rattrapage. Mais, là encore, les moyens ne sont pas prévus pour la mise en place d'une véritable politique du livre. Pour ne serait-ce que se rapprocher des objectifs fixés, il faudrait débloquer des moyens nettement plus importants dans la promotion du livre et de la littérature.

Dans le **domaine du cinéma**, il est décisif que l'aide sélective existante ne soit en rien diminuée. Un élargissement de l'aide liée au succès ne peut être décidé que si des moyens supplémentaires sont mis à disposition.

Des moyens sont également nécessaires pour que les salles puissent s'équiper pour les projections digitales sans que les plus petites salles, vitales pour la culture cinématographique de notre pays, ne doivent fermer ou ne soient marginalisées. Mais ici encore, les aides financières font défaut.

Le message n'est pas plus clair en ce qui concerne l'avenir de la Fondation *Swiss Films*, qui, dans le domaine du cinéma, est notamment responsable de l'échange culturel avec l'étranger et dont les activités ont, jusqu'ici, été financées par un crédit de Pro Helvetia. Si le crédit alloué au film n'est pas augmenté, l'aide à la production, déjà parvenue aux limites de ses possibilités aujourd'hui, ou les prestations de «Swiss Films» devront être rabotées. Ces deux perspectives sont, à nos yeux, inacceptables.

Dans le domaine **musical**, le Parlement a fixé une nouvelle tâche dans l'article 12 de la LEC, avec un soutien subsidiaire de la Confédération pour la formation musicale. Sur le fond, nous saluons un engagement pour la formation dans tous les domaines artistiques et culturels. Mais il n'est pas admissible que la mise en œuvre de ce nouveau domaine se fasse au détriment d'autres dépenses culturelles de la Confédération, des dépenses qui sont déjà en place et qui sont indispensables.

Du côté des **arts visuels**, les prix de l'OFC ont été jusqu'ici les plus importants moyens d'encouragement alloués par la Confédération. Ils récompensaient aussi de jeunes artistes qui pouvaient ainsi asseoir la suite de leur carrière artistique sur une base solide. Le nouveau partage des tâches entre l'OFC et Pro Helvetia a entériné le transfert d'une partie de ces prix (promotion de la relève) à Pro Helvetia. Les biennales seront également, à l'avenir, soutenues par la fondation et non plus par l'OFC. Les moyens financiers ne correspondent cependant pas à ce que l'OFC avait à disposition dans ce domaine. De plus, le montant qui était jusqu'ici alloué aux prix des arts visuels doit être

partagés avec d'autres arts (théâtre, danse, musique, littérature). Il est bien sûr positif que les artistes des autres arts puissent aussi être récompensés par des prix nationaux. Mais il n'est pas correct de «punir», pour ce faire, les artistes des arts visuels. Il faut au contraire débloquent de nouveaux moyens financiers. Le même constat doit être tiré pour les programmes spéciaux «Sitemapping» et photographie, de même que pour l'exposition nationale des beaux-arts, actuellement suspendue. Tous ces projets arriveront à échéance lorsque la LEC entrera en vigueur.

Il faut donc doter **Pro Helvetia** de moyens financiers suffisants pour qu'elle puisse assumer ses nouvelles tâches – promotion de la relève dans tous les arts, nouveaux subsides à la création d'œuvres dans le domaine des arts visuels et financement des biennales.

Mais le message ne contient **aucune liste des tâches actuelles** de l'OFC et de Pro Helvetia ni de **comparaison des budgets** désormais nécessaires. On ne trouve pas davantage les montants prévus par spécialité artistique. Des listes et des graphiques sont pourtant incontournables pour pouvoir analyser le message de façon concrète. Autre lacune: le message ne dit rien de ce qu'il adviendra des subsides alloués jusqu'ici par d'autres offices fédéraux pour des activités culturelles. Il est très important que les moyens prévus soient justifiés, mais cela ne suffit pas. Le besoin est établi avec objectivité, mais il faut aussi que les montants soient clairement définis. Ce n'est que de cette manière qu'il sera possible de définir combien de moyens supplémentaires devraient être alloués pour pouvoir mener une véritable politique culturelle qui ne fait pas que se plier à des contraintes de politique budgétaire.

Suisseculture salue la décision d'évaluer la pertinence d'adhérer au **programme «Culture 2014», le programme cadre européen de promotion culturelle**. Exclue de programmes culturels européens, les artistes suisses risquent d'être de plus en plus isolés sur le plan international.

Le Conseil fédéral prévoit en outre une réduction massive des aides financières dans le domaine de la **protection du paysage et de la conservation des monuments historiques**. Suisseculture rejette catégoriquement une baisse aussi brutale. Le message lui-même estime qu'il ne faut pas moins de moyens dans ce domaine, mais au contraire davantage pour assumer les tâches nécessaires.

L'accès à la culture devrait être encouragé dans tous les domaines artistiques au sens d'une formation culturelle.

Suisseculture et d'autres organisations culturelles réclament depuis longtemps une **statistique culturelle** complète. Elle est aujourd'hui d'autant plus nécessaire qu'il s'agit de développer une stratégie culturelle pertinente, sur tous les plans. Une telle statistique devrait être rapidement mise en branle (dans la période 2012-2015 déjà).

28. Oktober 2010

En ce qui concerne **la diversité culturelle, les échanges culturels et le dialogue interculturel**, il nous importe de souligner que se contenter de mesures dans le domaine des quatre langues nationales ou en faveur des traditions régionales de Suisse ne suffit de loin pas. Il faut aussi tenir compte et intégrer la vie commune avec de grandes communautés de migrants dont l'apport et les besoins culturels sont tout aussi importants.

De plus, nous souhaitons attirer l'attention sur le fait que l'égalité des sexes n'est de loin pas réalisée dans le domaine culturel. Il s'agit d'en tenir compte dans la mise en œuvre de la LEC et la composition des différents organes de compétences.

Estimation du besoin financier supplémentaire dans la prise en compte de toutes les tâches

(Les détails et les explications se trouvent dans la suite du texte)

Domaine	2012	2012 - 2015
Sécurité sociale des acteurs culturels	1'000'000	4'000'000
Protection du paysage et conservation des monuments historiques	10'000'000	40'000'000
Musées, de collections et réseaux de tiers	15'000'000	60'000'000
Promotion du cinéma	8'400'000	33'600'000
Organisations culturelles	1'000'000	4'000'000
Formation musicale	500'000	2'000'000
Promotion de la lecture	6'000'000	24'000'000
Pro Helvetia	6'000'000	24'000'000
Total	47'900'000	191'600'600

Texte non traduit

Zu den einzelnen Punkten der Vorlage

1 Grundzüge der Vorlage

1.1.1 Kulturbegriff

Wie eingangs erwähnt begrüßen wir die unter 1.1.1.2. und 1.1.1.3 formulierte Würdigung der gesellschaftlichen, politischen und wirtschaftlichen Bedeutung der Künste.

1.1.2 Kulturförderung der Schweiz

Die unter 1.1.2.1 formulierte Zuständigkeit ist richtig: die primäre Zuständigkeit für die Kulturförderung liegt bei den Kantonen. Der Bund muss aber trotzdem auch in diesem Bereich aktiver werden. Eine klare Aufgabenteilung zwischen den Akteuren Bundesamt für Kultur, Pro Helvetia und EDA ist zu begrüßen. Mit der vorgesehenen Aufgabenteilung kann Suisseculture sich einverstanden erklären. Eine Konkretisierung der Form der Zusammenarbeit mit den Kantonen, den Städten und den privaten Förderern wäre hier notwendig.

Wir begrüßen die Absicht, dass das BAK seine bundeshoheitlichen Aufgaben wahrnehmen und sich für die Verbesserung der institutionellen Rahmenbedingungen für das Kunst- und Kulturschaffen innerhalb der Bundesverwaltung engagieren will. Namentlich begrüßen wir die Feststellungen zu den Entwicklungen im Urheberrecht.

Suisseculture und ihre Mitgliederverbände wünschen sich mehr aktives und systematisches Engagement des BAK in den Bereichen der kollektiven Arbeitsbedingungen, der sozialen Sicherheit, des Urheber- und Leistungsschutzrechtes und der Fiskalpolitik. Dies ist allerdings nur möglich, wenn das BAK die Situation im Kultursektor und die spezifischen Probleme und Anliegen der Kulturschaffenden kennt. Ein permanenter Austausch mit den Kulturorganisationen und -verbänden und ein Selbstverständnis als anwaltschaftlicher Partner der Kulturschaffenden gegenüber den Bundesbehörden ist unabdingbare Voraussetzung hierfür.

Wir erwarten zudem von den Institutionen des Bundes, dass die Rechte der von ihnen genutzten Werke angemessen abgegolten und die Sozialversicherungen der von ihnen temporär angestellten Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter abgerechnet werden.

Die Unterstützungsbeiträge der Pro Helvetia aufgrund von Gesuchen sind für die Kulturschaffenden aller Sparten von eminenter Wichtigkeit und somit prioritär. Vor allem in Randregionen und in den Regionen der sprachlichen Minderheiten sind

Kulturschaffende im Bereich des Werkschaffens und bei dessen Verbreitung im In- und Ausland auf die Unterstützung der Pro Helvetia angewiesen, da ihre Wohnkantone und -gemeinden dazu nicht in der Lage sind. Dass Themen wie «Kultur Digital» oder «Lebendige Traditionen» transversal angegangen werden, kann durchaus Sinn machen. Hingegen betrachten wir die Art, wie diese Themen gemäss der Botschaft in «Programmen» angegangen werden sollen, als fragwürdig. Es ist unseres Erachtens nicht die Aufgabe der staatlichen Förderung, die Rolle von Intendanten einzunehmen und eigene Projekte zu erfinden. Vielmehr ist es ihre Aufgabe, Projekte, die an sie herangetragen werden, zu prüfen und nach Möglichkeit zu fördern.

Für eine bedarfsgerechte Förderung erscheinen uns die vom Bundesrat veranschlagten Mittel völlig unzureichend. Die unter 1.1.2.3 aufgeführten Vergleiche zeigen, dass die Schweiz im Vergleich zu anderen europäischen Ländern bezüglich der staatlichen Kulturförderung ganz am Schluss steht. So weist Österreich rund den doppelten und Frankreich den dreifachen Prozentsatz des Bruttoinlandproduktes an Kulturausgaben aus. Wir erwarten, dass sich die Schweiz, als reichstes dieser Länder, zumindest ins Mittelfeld begibt, und fordern den Bundesrat auf, die Kredite wesentlich aufzustocken. Suisseculture wünscht sich vom Bundesrat die Konsequenz, für die Förderung von Kunst und Kultur die nötigen Mittel bereitzustellen

1.1.2.4 Zugang zur Kultur

Wenn Kunst und Kultur die in Ziffer 1.1.1.2 des Botschaftsentwurfs richtig dargestellte Wirkung in der Gesellschaft entfalten sollen, ist der Zugang dazu ausschlaggebend. Wir reden hier nicht von der Stärkung der Nachfrage (auch wenn dies seine Bedeutung hat), sondern von Massnahmen, die allen Kreisen der Bevölkerung ermöglichen, mit Kunst in Berührung zu kommen, Kunst zu erleben und ihre Bedeutung für das eigene Leben zu entdecken. Die Förderung des Zugangs ist in erster Linie Sache der Familien, dann des Bildungswesens aller Stufen unter Einschluss der Weiterbildung. Sie ist sodann eine Aufgabe der Medien und könnte insbesondere in Form eines verstärkten Auftrags an Radio und Fernsehen konkretisiert werden. Auch der Zugang über die neuen digitalen Medien ist gebührend zu berücksichtigen. Letztlich ist die weite Öffnung des Zugangs aber auch Teil der Kulturförderung selbst. Dieser Teil kommt in der Botschaft zu kurz; er wird fragmentarisch lediglich unter Leseförderung und unter musikalische Bildung angesprochen. Die kulturelle Bildung betrifft jedoch sämtliche Sparten, alle Altersgruppen und ist insbesondere auch für die aus anderen Kulturkreisen zugewanderten Menschen wichtig. Wir erwarten von BAK und PH ein Konzept mit einem Finanzierungsplan für Bundesmassnahmen, die auf dem aufbauen, was Kantone und Städte seit langem versuchen.

1.2.3 Transversale Themen 2010-2015

Grundsätzlich sind Zusammenarbeit und Koordination zwischen den verschiedenen Akteuren der Kulturförderung zu begrüssen. Kulturprogrammen von staatlichen Institutionen stehen wir jedoch skeptisch gegenüber. Staatliche Kulturförderinstitutionen haben in erster Linie dort Kunst und Kultur zu fördern, wo sie entsteht und wie sie von den Kulturschaffenden und -vermittlern selbst an sie herangetragen wird. Sie haben keine Intendantenrolle zu spielen. Eigene Kulturförderprogramme können gewiss sinnvoll sein, wenn sie dazu beitragen, dass gesellschaftlich relevante Fragestellungen vertieft und beschleunigt behandelt werden. Dies gilt jedoch nur, wenn dafür auch **genügend zusätzliche** Mittel zur Verfügung stehen.

1.2.4 Soziale Sicherheit der Kulturschaffenden

Suisseculture und viele der ihr angeschlossenen Verbände haben sich seit Jahren mit grossem Engagement für die Verbesserung der sozialen Sicherheit für Kulturschaffende eingesetzt. Die eingeleiteten Massnahmen zur Umsetzung von Art 9, sowie die angestrebten Verbesserungen im Bereich der AHV und des AVIG sind zu begrüssen. Aufgrund bestehender Gesetze können sehr viele, auch von den zuständigen Bundesämtern erkannte Anliegen jedoch nicht umgesetzt werden. Wir erwarten, dass auch entsprechende Gesetzesanpassungen im Bereich des BVG, AHVG und AVIG in Angriff genommen werden. Dabei ist die 2007 im Bericht «Die soziale Sicherheit der Kulturschaffenden in der Schweiz» zutreffend erstellte Analyse der Arbeitsbedingungen, insbesondere der Prekarität und der Intermittenz – konsequent zu berücksichtigen; dies hat auch Folgen für die Arbeitslosenversicherung.

Ziel der Umsetzung des Artikels 9 KFG muss sein, dass möglichst alle professionellen Kulturschaffenden sich im Verlauf ihres Erwerbslebens eine existenzsichernde Rente aufbauen können. Suisseculture ist gerne bereit, zu optimalen Lösungen beizutragen. Aber auch hier müssen die sich ergebenden zusätzlichen Ressourcen des Bundesamtes für Kultur (Preise) und der Pro Helvetia (Werk- und Projektbeiträge) bereitgestellt werden. Zudem müssen privatrechtlich strukturierte Organisationen wie das «Netzwerk Vorsorge Kultur» und «Suisseculture Sociale», die den Bund bei der Umsetzung der neuen gesetzlichen Bestimmungen administrativ und organisatorisch unterstützen und die unumgängliche Beratung der Kulturschaffenden übernehmen, finanziert werden.

Geschätzter Mehrbedarf 1 Mio. pro Jahr

1.2.6 Statistik und Evaluation

Eine umfassende Kulturstatistik ist zu begrüssen. Insbesondere legen wir Wert auf die in der Botschaft enthaltene Feststellung, dass eine umfassende Kulturstatistik auch der

Pluralisierung der künstlerischen Ausdrucksformen Rechnung tragen und Fragestellungen einbeziehen sollte, die über wirtschaftliche und quantifizierende Aspekte hinausgehen. Wir würden es sehr begrüssen, wenn für das im Hinblick auf die Finanzierungsperiode 2016-2019 zu entwickelnde Wirkungsmodell Fachleute des Kulturlebens und die kulturellen Organisationen beigezogen würden. Entscheidend ist aus unserer Sicht die Definition dessen, welche Daten zu welchem Zweck ermittelt werden sollen. Die Statistik ist einer sinnvollen kulturpolitischen Fragestellung anzupassen, nicht umgekehrt. Dies bedingt auch, dass zuerst der Ist-Zustand der kulturellen Infrastruktur und der Kulturförderung der Schweiz differenziert erhoben wird. Nur vor dem Hintergrund des Bestehenden wird sich später zuverlässig beurteilen lassen, ob neue Massnahmen wirksam waren. Für eine wirkungsvolle Kulturpolitik ist die Statistik ein zentrales Instrument; sie ist deshalb unter Einsatz der notwendigen Mittel zu forcieren. Die Kosten sollen nicht über den Transferkredit, sondern über den Betriebskredit des BAK oder des statistischen Amtes finanziert werden.

1.4 Erledigung parlamentarischer Vorstösse

Wir lehnen die Abschreibung des Postulats Widmer (Funktionaler Illettrismus, 00.3466) ab, da wir dessen Forderungen mit den dargelegten Massnahmen nicht als erledigt betrachten.

2.1.1 Kulturerbe

2.1.1.1 Heimatschutz und Denkmalpflege

Zu Recht wird in der Botschaft mit Stolz erwähnt, dass die Schweiz seine Baudenkmäler, geschichtlichen Stätten und Ortsbilder bislang vorbildlich pflegt. Umso weniger verstehen wir, (S. 27 ff) dass die Bundesmittel zur Erhaltung von schützenswerten Objekten von 34,5 Mio CHF (2007) auf 21 Mio CHF (2011) reduziert werden sollen. Auch die Kantone und Gemeinden senken ihre Zuschüsse. Damit ist der Bestand des baulichen Kulturerbes gemäss der Kulturbotschaft «gefährdet»; es drohen «unwiederbringliche Verluste» (S. 29). Ausgerechnet im ersten Operationalisierungsschritt des neuen Kulturförderungsgesetzes darf ein solcher Verlust nicht zugelassen werden. Die notwendigen Mittel, die ja in der Botschaft selbst klar ausgewiesen werden, sind auf mindestens dem heutigen Stand von 30 Mio. CHF zu halten.

Geschätzter Mehrbedarf 10 Mio. pro Jahr

2.1.1.3 Museen, Sammlungen und Netzwerke Dritter

Die Ausführungen zu diesem Bereich zeigen sehr deutlich, dass der Bundesrat nicht bereit ist, die ihm vom Parlament auferlegten neuen Aufgaben auch umzusetzen. Der Bereich zeichnet sich zudem durch beachtliche Verzerrungen aus. Während dem militärischen Bereich beträchtliche Mittel zufließen, werden wichtige künstlerische Bereiche – wie etwa die Schweizerische Theatersammlung, die Archive im Bereich des Tanzes, das Schweizerische Institut für Kunstwissenschaft und das Schweizerische Institut für Kinder- und Jugendmedien – nicht einmal erwähnt.

Wir fordern entsprechend eine Umformulierung der Unterstützungspolitik und den Verzicht auf den Abfluss von Mitteln in den Bereich Preise und Auszeichnungen ab 2014. Die dort vorgesehenen Ressourcen dürfen nicht zu Lasten der Museen, Sammlungen und Netzwerke Dritter beschafft werden.

Suisseculture kann einer Subventionierung von Versicherungsprämien für Leihgaben dann zustimmen, wenn diese zur kulturellen Vielfalt beitragen. In der Tat ist eine solche Subventionierung aber nur denkbar, wenn deren Finanzierung nicht zu Lasten bisheriger kultureller Leistungen des Bundes geht.

Auf die Ausrichtung von Projektbeiträgen kann nicht verzichtet werden. Das würde den Grundsatz der kulturellen Vielfalt torpedieren und einige Museen an den Rand der Existenz bringen.

Geschätzter Mehrbedarf 15 Mio. pro Jahr

2.1.1.4 Übrige Bereiche ohne Zahlungsrahmen: Museen und Sammlungen des Bundes

Dass das BAK gewisse Dienstleistungen, die es bisher durch eigenes Personal erbrachte (z. B. Bewachung, Kasse) an externe Beauftragte vergibt, und die benötigten Finanzmittel in die Betriebsausgaben des BAK aufgenommen werden, ist nachvollziehbar. Allerdings dürfen die Finanzmittel nicht aus dem Transferbereich abgezogen werden.

2.1.2.1 Filmförderung

Die Filmförderung nimmt eine spezielle Rolle ein, weil sie eine eigene Gesetzesgrundlage hat und damit der Bund Kompetenzen besitzt, über die er in anderen Kulturbereichen nicht verfügt. Neu wird die Filmpolitik aber auch über die Kulturbotschaft umgesetzt, was im Interesse einer kohärenten Kulturförderpolitik des Bundes zu begrüßen ist.

Es überrascht indessen beim Lesen dieses Abschnittes der Kulturbotschaft der bruske Wechsel zu einer merkantilen Logik (Stichworte: Marktanteil, Konkurrenzsituation usw.).

Es kann ja nicht das Ziel der Kulturförderung sein, durch Anpassung der Werke an den Markt oder den Massengeschmack das Publikum zu erweitern. Vielmehr gälte es, durch energische Anstrengungen im Bereich der kulturellen Bildung die künstlerische Genussfähigkeit der Bevölkerung zu regenerieren und zu entwickeln.

Während in der Einleitung (Kap. 1.1.1.2; S. 10f.) mit erfreulicher Weitsicht die allgemeinen Grundsätze der Kulturförderung erläutert sind, fehlen hier angemessene Überlegungen. Auch für die Filmförderung muss gelten, was bezüglich der genuinen Bedeutung der Künste in der Kulturbotschaft umschrieben ist (1.1.1.2 – Seite 11).

Wie in anderen Bereichen sieht die Botschaft auch in der Filmförderung neue Aktivitäten vor, die eine zusätzliche Finanzierung erfordern.

Förderungsbereich «Filmförderung»

Zu stärken ist die Förderung der künstlerischen Qualität und Geltung des Schweizer Films und seiner Autoren. Ein eventueller Ausbau der erfolgsabhängigen Filmförderung darf keinesfalls zu Lasten der selektiven Filmförderung erfolgen, darf also nur mit zusätzlichen Mitteln finanziert werden. Nur die selektive Filmförderung sichert die Kontinuität und Unabhängigkeit der Arbeit unserer Realisatorinnen und Realisatoren.

Geschätzter Mehrbedarf: 2 Mio. pro Jahr

Es sollte auch festgehalten werden, dass im von der Botschaft betroffenen Zeitraum eine eventuelle Auslagerung der Förderung aus der Bundesverwaltung geprüft werden soll.

Die Probleme im Bereich Drehbuch- und Projektentwicklung sind in der Botschaft unter «Herausforderungen» und «Ziele» erwähnt, nicht aber unter den Massnahmen. Ein grosser Teil der Probleme im Bereich der Filmförderung könnte gelöst werden, wenn hier die Förderung verbessert würde. Innerhalb der Produktionsförderung ist der selektiven Förderung im Bereich der Drehbuch- und der Projektentwicklung mehr Gewicht beizumessen.

Die in der Botschaft hervorgehobene Stärkung der Projektentwicklung und «Verbesserung der Projektreife» kann indessen nur ein Ziel unter vielen sein: Die Filmschaffenden benötigen auch einen entwickelteren Diskurs, mehr Mut, Anregungen und eine kreative Vernetzung mit anderen künstlerischen Disziplinen, also eine Stärkung ihres kreativen Potentials, damit der Schweizer Film im internationalen Kontext wieder eine stärkere Stimme erhält.

Die Fortführung der sprachregionalen Förderung ist explizit zu erwähnen.

Förderungsbereich «Filmkultur»

Die früher von Pro Helvetia betriebenen kulturellen Austauschaktivitäten im Filmbereich, die neuerdings mit PH-Mitteln von Swiss Films betreut worden sind, müssen wieder ausgebaut und die dazu notwendigen Gelder (1.4 Mio Franken) *dediziert für diesen Zweck* entweder weiterhin von der Pro Helvetia an Swiss Films bezahlt oder aber in den Filmkredit transferiert werden. Es geht hier nicht um «Promotion» im wirtschaftlichen Sinne, sondern den realen kulturellen Austausch von Ideen – und zwar in beiden Richtungen und weltweit.

Mehrbedarf im Filmkredit: 1,4 Mio. pro Jahr (allenfalls Transfer von PH)

Förderungsbereich «Vielfalt und Qualität des Filmangebots»

Es ist unbestritten, dass die höchst kostspielige Umrüstung der Säle auf Digitalprojektion (vorab der Studiokinos und von Sälen auf dem Lande) eine unabdingbare Voraussetzung ist, damit der gesetzliche Auftrag des Erhalts eines vielfältigen Filmangebots, also einer hochstehenden Filmkultur, umgesetzt werden kann. Die vom BAK ins Auge gefassten Fördermassnahmen von 2 Mio. zur Digitalisierung der Kinos dürfen jedoch nicht zu Lasten des Filmproduktionskredites gehen, sondern müssen zusätzlich bereitgestellt werden. Diese Förderung muss, wie die Botschaft richtig sagt, mit kulturellen Leistungen (programmlicher Vielfalt und Qualität) der Kinos verknüpft werden.

Die besondere Förderung der Angebotsvielfalt in den lateinischen Landesteilen ist fortzuführen und explizit zu erwähnen.

Mehrbedarf 2 Mio. pro Jahr

Förderungsbereich «Aus- und Weiterbildung»

Wenn es überhaupt Probleme in der Ausbildung gibt, so sehen wir es nicht im Bereich der Hochschulen sondern vielmehr in der Praxis. Es sind vermehrt Kurzfilme zu fördern und so jungen Filmschaffenden aller Sparten Praxis und Weiterbildung zu ermöglichen. Diese Förderung muss so gestaltet sein, dass Filme auch ausschliesslich mit selektiven Mitteln finanziert werden können.

Mehrbedarf 2 Mio. pro Jahr

Schweizer Filmpreis

Der Filmpreis findet in der Botschaft keinerlei Erwähnung. In diesem Zusammenhang sollte die Botschaft auch die Rolle der Schweizer Filmakademie erwähnen.

Mehrbedarf 1 Mio. pro Jahr

Expertisemodell

Die Formulierung betreffend die Expertise ist in der bestehenden Form unbefriedigend: die Botschaft kann und darf die Resultate der gegenwärtigen Diskussion nicht vorwegnehmen (Massnahmen / S. 44 / alinea 2).

2.1.2.2 Preise, Auszeichnungen und Ankäufe

Dass die bisher nur im Bereich der visuellen Künste ausgerichteten Preise, die auch den Nachwuchs förderten, nun auch auf die andern Kunstsparten ausgedehnt werden sollen, ist zu begrüßen. Die der visuellen Kunst angegliederten Preise für Architektur, alternative Kunsträume und die Kunstvermittlung dürfen aber nicht verschwinden. Die Fördermittel, die den visuellen Künsten mit der Neuorganisation verloren gehen, müssen ersetzt werden, indem der Pro Helvetia für deren Nachwuchsförderung entsprechend mehr Mittel zugestanden werden. In die Gestaltung der Preis- und Auszeichnungspolitik sind die Organisationen und bereits bestehenden Preisgefässe der entsprechenden Sparten direkt einzubeziehen.

Es ist zu überdenken, ob der Filmpreis nicht hier integriert werden soll, was aber zusätzliche finanzielle Mittel erforderlich machen würde (siehe 2.1.2.1 *Filmförderung/Filmpreis*).

Kunstprieze sind wertsetzend: sie gestalten, korrigieren und pflegen das Wertgefüge; sie sind aber auch eine Form der Förderung und bereichern die Vielfalt an verschiedenartig motivierten und unabhängig urteilenden Vergabungsinstanzen. Die Preise dürfen indessen nicht zu Promotionsaktionen für deren Verleiher verkommen, wie dies in den letzten Jahren beim Filmpreis zu beobachten war.

Die Erleichterung des Zuganges zur Bundeskunstsammlung ist zu begrüßen. Die digitale Erfassung und die Online-Zugänglichkeit ist aber über die Betriebskredite des BAK abzuwickeln.

2.1.2.3 Kulturelle Organisationen

Dass die Botschaft den kulturellen Organisationen eine hohe Bedeutung beimisst, ist zu begrüßen. Es leuchtet auch ein, dass die Organisationen professioneller Kulturschaffender anders unterstützt werden sollen als jene der Laien-Kulturschaffenden. Allerdings ist eine wirkliche Beurteilung erst möglich, wenn die von den Organisationen zu erbringenden Leistungen und die Art ihrer Unterstützung konkret definiert sein werden. In diese Arbeit sind die betroffenen Organisationen einzubeziehen. Ein wichtiger Punkt, der zu regeln ist, betrifft die Repräsentativität der Organisationen für die Kulturschaffenden der jeweiligen Sparte. Zudem ist die dynamische Entwicklung innerhalb der Kunstsparten sowie zwischen diesen zu berücksichtigen. Die Sparten

können nicht über einen Leisten geschlagen werden. Neue Kunstformen können neue kulturelle Organisationen erforderlich machen, wenn sie von den traditionellen nicht betreut werden.

Die Beiträge an die kulturellen Organisationen wurden in den letzten 15 Jahren drastisch gekürzt. Insbesondere wurde dieser Kredit im Jahr 1998, zur Finanzierung der Schweizer Teilnahme als Gastland an der Frankfurter Buchmesse, mit dem Versprechen einer Wiederaufstockung, kurzfristig um 1 Mio. gekürzt. Es ist nicht zu spät, das Versprechen doch noch einzuhalten.

Mehrbedarf 1 Mio. pro Jahr

2.1.2.4 Kulturelle Anlässe und Projekte

Die in diesem Abschnitt formulierte Absicht zur Durchführung kultureller Anlässe ist zu begrüssen. Insbesondere sollte ein permanenter Diskurs um die Kunst und das Kunstschaffen aller Sparten geführt werden. Dies sollte in enger Zusammenarbeit mit den Kulturschaffenden und derer Organisationen geschehen. Suisseculture und die ihr angeschlossenen Verbände bieten hierfür gerne Hand.

2.1.3.2 Musikalische Bildung

Wir begrüssen grundsätzlich die Absicht. Allerdings ist nicht einzusehen, wieso die Sparte Musik anders behandelt werden soll als die übrigen Künste, welche für die Bildung ebenso wichtig sind. Im Sinne einer weiteren Öffnung des Zugangs zur Kultur (Ziffer 1.1.2.4. des Botschaftsentwurfs) fordern wir auch Konzepte zur Förderung der Bildung in allen Kunstsparten. Eine solche Förderung bleibt aber mit so wenig Mitteln ein Lippenbekenntnis. Deren Finanzierung soll primär aus Bildungskrediten erfolgen, nur subsidiär und vorübergehend aus **aufgestockten** Kulturkrediten.

Angesichts der Tatsache, dass Art. 12 zur musikalischen Bildung neben Art. 20 der einzige zwingende Artikel im 2. Abschnitt des KFG (Förderungs- und Unterstützungsmassnahmen) ist, erachten wir den Vorschlag, die Evaluation der zu unterstützenden Projekte an eine externe, private Kommission zu delegieren, als inakzeptabel. Nicht nur würde eine solche Lösung dem klaren Willen des Gesetzgebers widersprechen, dem Bund hier einen verbindlichen Auftrag zu erteilen, es ist auch nicht plausibel, wie dabei die Transparenz und die demokratischen Rechte der Gesuchstellerinnen und Gesuchsteller gegenüber dem Bund gewährleistet werden können. Ganz offensichtlich ist auch der Bundesrat selber von seinem Vorschlag nicht wirklich überzeugt, wenn er schreibt: «Die Fondskommission hat zu gewährleisten, dass nicht ausschliesslich Projekten von Mitgliedern des Vereins jugend + musik Förderungsbeiträge zugesprochen werden».

Wir fordern daher, zur Beurteilung der Gesuche eine unabhängige eidgenössische Musikkommission zu schaffen, die neben Expertinnen aus dem Bereich der musikalischen Bildung auch Vertreter der Schweizerischen Berufsmusikerverbände umfassen soll. Die Kulturausgaben sind um die hierfür notwendigen finanziellen Mittel aufzustocken.

Mehrbedarf 500'000

2.1.3.3 Leseförderung

Es ist zu begrüßen, dass die Kulturbotschaft die Notwendigkeit der Entwicklung einer koordinierten gesamtschweizerischen Buch- und Literaturpolitik erkennt. Dabei sind die Akteure der gesamten Buchkette sowie die Kantone, Städte, Gemeinden und privaten Förderer mit einzubeziehen.

Die Einführung eines erfolgsabhängigen Fördermodells muss mit eigenen Mitteln finanziert werden. Sie darf keinesfalls zu Lasten der selektiven Literaturförderung erfolgen. Nur die selektive Literaturförderung sichert die Kontinuität und Unabhängigkeit der Arbeit der literarischen Urheberinnen und Urheber (Autoren und Übersetzerinnen) und ermöglicht darüber hinaus vom Buchmarkt unabhängige, aber wichtige literarische Entwicklungen. Selektive Förderung bleibt das zentrale Förderinstrument, dessen Massnahmen und Wirkung überprüft, koordiniert und angepasst werden sollen, wie dies in den Zielen richtig formuliert wird. Darauf basierend kann ein neu einzuführendes erfolgsorientiertes Fördermodell die selektive Förderung ergänzen, sofern entsprechende zusätzliche Mittel zur Verfügung stehen.

Suisseculture unterstützt auch die Absicht des Bundes, die Öffentlichkeit für das Lesen mittels Veranstaltungen wie den Welttag des Buches zu sensibilisieren. National übergreifende Kampagnen stärken das Bewusstsein für das Lesen und für die Literatur in der Schweiz. Unter Leseförderung ist aber auch das Fördern der Präsenz von Autorinnen und Autoren in Form von Lesungen (schulisch wie ausserschulisch) zu erwähnen, welche für eine literarische Bildung eine wichtige Rolle spielen. Hier ist zumal auch ein Ausgleich zwischen den Sprachregionen zu fördern.

Geschätzter Mehrbedarf 6 Mio. pro Jahr.

2.1.3.5 Beitrag für die Stadt Bern

Es ist zu begrüßen, dass die hier vorgesehenen finanziellen Mittel künftig nicht nur bestanden, sondern auch alternativen Institutionen sowie kulturellen Projekten zufließen sollen.

2.2 Pro Helvetia

Ziele / Massnahmen

Zwar wird in der Botschaft darauf hingewiesen, dass die Knappheit der Mittel und der Einbezug neuer Aufgaben zu Umschichtungen und Verzichten führen werden. Diese werden aber nirgends konkret benannt.

Die Pro Helvetia nimmt in der Kulturförderung des Bundes eine zentrale Rolle ein. Die Weiterführung der Werk- und Projektbeiträge wurden von den eidg. Räten – entgegen dem Antrag des Bundesrates – beschlossen. Dazu wurden der Pro Helvetia neue Aufgaben wie die Nachwuchsförderung in allen Kunstsparten, die Übernahme von Biennalen und Buchmessen, die Werkförderung im Bereich der visuellen Kunst und die Förderung der Kunstvermittlung übertragen. Zudem will sich die Pro Helvetia an den «Transversalen Themen» mit neuen Programmen wie «GameCulture» und «Soyons divers!» beteiligen. Die hierfür notwendigen finanziellen Mittel sind in der Botschaft nicht vorgesehen.

650'000 Franken werden aus dem BAK in die Pro Helvetia verschoben, das reicht aber nicht einmal für die Übernahme der Werkförderung im Bereich der visuellen Künste aus. Die 1,4 Millionen Franken, die gemäss der Botschaft nicht mehr der Agentur «Swissfilms» überwiesen werden müssten, dürften kaum für die Übernahme der Kosten für die Biennalen und Buchmessen ausreichen. Zusätzlich zu den Biennalen und den Buchmessen wären aber auch die für den Musikbereich wichtigen Musikmessen zu unterstützen.

In Bereich der Fotografie läuft das Sonderprogramm Fotografie auf 2012 aus. Mit der Verschiebung der Aufgabe der Fotografieförderung an die Pro Helvetia und auf dem Hintergrund des ungenügenden Finanzmitteltransfers sind auch in diesem Bereich zusätzliche Mittel erforderlich (Fototage, ewz.selection, vfg Nachwuchsförderpreis).

Da jegliche Vergleiche mit der Budgetübersicht aus den früheren Pro Helvetia-Botschaften fehlen, muss angenommen werden, dass in den bisherigen Bereichen Werk- und Projektförderung massive Kürzungen vorgenommen werden sollen. Das kann aber nicht im Sinne der Parlamentsbeschlüsse sein, die ausdrücklich die Beibehaltung der bisherigen Förderungsaufgaben der Pro Helvetia wollen und ihr zusätzliche Aufgaben übertragen. Diese zusätzlichen Aufgaben dürfen nicht zu Lasten bisheriger gehen, sondern müssen zusätzlich finanziert werden.

Geschätzter zusätzlicher Bedarf 6 Mio. pro Jahr.

Organisation

Mit der Grösse und der Zusammensetzung des bisherigen 25- bis 35-köpfigen, aus Vertretern von Kulturschaffenden und -vermittlern aller Sparten zusammengesetzten Stiftungsrates war eine Verbindung zu den Kulturverbänden und -organisationen gegeben. Mit der Umgestaltung und Verkleinerung des Stiftungsrates auf 7 bis 9 Mitglieder fällt diese Verbindung weitgehend weg. Um weiterhin eine minimale Verbindung zwischen der Pro Helvetia und den Kulturschaffenden zu gewährleisten, ist der Stiftungsrat nicht mehr vor allem mit Funktionären, Politikern und Managern zu besetzen, sondern mit in der Kunst- und Kulturszene aktiven Menschen, welche das Vertrauen dieser Kreise geniessen. Dasselbe gilt für die Mitglieder der interdisziplinären Fachkommission. Ebenso ist verbindlich vorzusehen, dass die Kulturverbände und -organisationen der verschiedenen Sparten in die Ausarbeitung von Förderkonzepten mit einbezogen werden.

Wir bedanken uns für Ihre grosse Arbeit und bitten Sie, bei Ihren Anträgen an die Räte unsere Überlegungen zu berücksichtigen.

Mit freundlichen Grüssen

SUISSECULTURE

Ruth Schweikert

Präsidentin

Hans Läubli

Geschäftsführer

Folgende Verbände sind Mitglied von Suisseculture:

ACT – Berufsverband der freien Theaterschaffenden; Action Swiss Music; AdS - Autorinnen und Autoren der Schweiz; ARF/FDS – Verband Filmregie und Drehbuch Schweiz; ASTEJ – Verband theater für junges publikum; Comedia - die mediengewerkschaft; dansesuisse – Berufsverband der Schweizer Tanzschaffenden; impressum - Die Schweizer Journalistinnen; ktv/atp - Vereinigung KünstlerInnen – Theater – VeranstalterInnen, Schweiz; Pro Litteris; Pro Litteris - Fürsorge-Stiftung; SBf - Schweizer Berufsfotografen; SBKV, Schweizerischer Bühnenkünstlerverband; SGBK, Schweizerische Gesellschaft Bildender Künstlerinnen; SIG - Schweizerische Interpreten-Gesellschaft; SMS - Schweizer Musik Syndikat; SMV - Schweizerischer Musikerverband; SSA - Société Suisse des Auteurs; SSM - Schweizer Syndikat Medienschaffender; ssfv – schweizer syndikat film und video; ssrs - syndicat suisse romand du spectacle; STV - Schweiz. Tonkünstlerverein; SUISA; SUISA - Stiftung für Musik; SUISSIMAGE; vfg - Vereinigung fotografischer GestalterInnen; VISARTE – Berufsverband visuelle Kunst Schweiz;